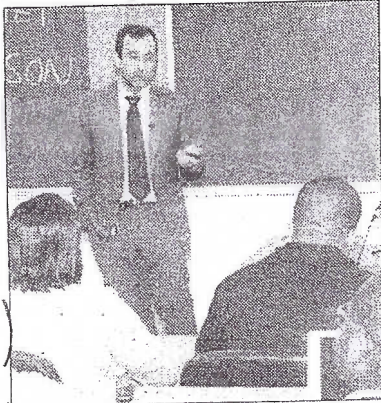


Mardi 22 mai 2018

CONFÉRENCE MDE BUSINESS SCHOOL

Normal qu'un pays s'endette pour financer les investissements, selon le Fmi

Pour Le Fmi, la mobilisation des recettes fiscales est l'un des défis les plus pressants qui se posent aux pays africains (Ph:DR)

Le représentant résident du Fonds monétaire international (Fmi) en Côte d'Ivoire José Giron a animé une conférence ce vendredi 18 mai 2018 au siège de l'institut de formation des professionnels du monde des affaires Mde Business School à Abidjan. Ce, à l'occasion de la conférence mensuelle que Mde Business School organise en collaboration avec l'association des Alumni (Les anciens de l'institut). « Intégrer les perspectives régionales dans votre stratégie » est le thème sur lequel s'est portée la communication de José Giron. Le patron du Fmi en Côte d'Ivoire a d'emblée présenté les perspectives économiques du continent dans les prochaines années. Selon M. Gijon, l'Afrique subsaharienne devrait voir sa croissance augmenter légèrement. Son taux de croissance moyen devrait passer de 2,8 % en 2017

à 3,4 % en 2018, en hausse dans environ deux tiers des pays de la région. Cette poussée de croissance s'explique en grande partie par un contexte extérieur plus porteur, caractérisé par une croissance mondiale plus forte, par la hausse du prix des produits de base et par l'amélioration de l'accès aux marchés. Les déséquilibres extérieurs se sont réduits, mais les résultats sont mitigés en matière d'assainissement des finances publiques et les vulnérabilités se renforcent : selon les évaluations, environ 40 % des pays à faible revenu de la région sont surendettés ou risquent fortement de le devenir. A politiques inchangées, la croissance moyenne de la région ne devrait pas dépasser 4 % — soit à peine 1 % en croissance par habitant — à moyen terme, ce qui montre l'importance de prendre des mesures décisives pour stimuler le potentiel de croissance. Pour illustrer les différentes réalités des pays de la région, José Gijon assure que le Fmi les regroupe en trois catégories. Les pays exportateurs de pétrole, les pays riches en ressources naturelles, comme la Côte d'Ivoire et les pays pauvres en ressources naturelles. Si les pays pauvres en ressources naturelles n'ont pas véritablement été affectés par la forte fluctuation des prix des matières premières, les deux autres catégories l'ont été. Les pays exportateurs de pétrole qui ont subi durement ces facteurs exogènes ont du opéré d'énormes réformes. Surtout concernant la mobilisation des recettes.

C'est d'ailleurs l'une des politiques que soutient l'institution de Bretton Woods. Pour Le Fmi, la mobilisation des recettes fiscales est l'un des défis les plus pressants qui se posent aux pouvoirs publics des pays d'Afrique subsaharienne. Au-delà des circonstances propres à chaque pays, la mobilisation des recettes fiscales revêt une importance particulière. L'une des solutions proposées par le Fmi est de développer les capacités de recouvrement de l'impôt. C'est aussi une façon de renforcer les institutions et d'accroître les capacités étatiques. Le Fmi conseille aussi aux pays de redynamiser la croissance toujours par l'investissement privé. Concernant la Côte d'Ivoire, M. Gijon affirme que la situation économique du pays est acceptable. La dette de l'Etat est dans des proportions acceptables par rapport aux normes internationales. Le Fmi trouve intéressant que le pays ait réussi à mobiliser d'importantes sommes en eurobond sur le marché international pour financer ses investissements. Cependant l'institution financière internationale exhorte le gouvernement ivoirien à augmenter son recouvrement. « La Tva doit être efficiente, la Côte d'Ivoire pourrait augmenter la Tva de 2 points de pourcentage » soutient M. Gijon non sans indiquer qu'un pays pré-émergent doit avoir un taux de recettes budgétaires raisonnables ■

PAUL ALLE